

Education nationale : Jean-Michel Blanquer doit partir

lundi 28 octobre 2019, par [Collectif / Signatures multiples](#), [Pétition](#) (Date de rédaction antérieure : 23 octobre 2019).

Des intellectuels et des professeurs estiment que la politique du ministre menace la mission des enseignants et la réussite des élèves. La Fondation COPERNIC a lancé cette pétition.

JEAN-MICHEL BLANQUER DOIT PARTIR !

Le ministre Blanquer détruit les valeurs de l'École, brise le métier d'enseignant, bloque la réussite des jeunes issus de milieux populaires. Cela peut-il continuer ?

La réforme Blanquer du lycée général sépare les élèves entre de multiples spécialités. Cela casse le « groupe classe » qui perd toute stabilité, alors qu'il permettait entraide et dynamiques d'apprentissage. Cela casse l'égalité : seuls les parents les plus informés, c'est-à-dire les plus socialement favorisés, repèrent l'articulation des spécialités qui font les parcours d'excellence. Jusqu'à 30 enseignants peuvent désormais intervenir devant les élèves d'une même classe. Résultat d'un tel fractionnement : chaque enseignant a de plus en plus de mal à connaître ses élèves et à aider les plus fragiles à progresser.

C'est ainsi la mission même des enseignants qui est sabordée. Les enseignants s'étaient engagés par vocation : faire acquérir des savoirs, favoriser l'examen critique, faire patiemment progresser leurs élèves. Le bac en contrôle continu n'en laisse plus le temps. Ils doivent noter, noter, hiérarchiser, sélectionner le plus tôt possible. Quels élèves y gagnent ? Plus qu'hier, ceux qui héritent des capitaux culturels de leur famille, ou qui bénéficient d'un soutien scolaire privé onéreux. Le métier d'enseignant, dont la charge de travail s'intensifie, perd tout sens.

Mais l'école façon Blanquer n'est pas faite pour aider tous les enfants. Le budget par lequel les établissements soutiennent les familles en forte difficulté (pour les transports, le matériel scolaire, les lunettes, l'audition) va baisser de 59 millions d'euros à 30 millions.

Dans les beaux quartiers, les mamans en foulard Hermès accompagnent à loisir, et par loisir, les sorties scolaires. Dans les quartiers pauvres, pas de sortie scolaire si une maman affiche une identité culturelle qui déplaît à J.-M. Blanquer, ancien de l'école privée catholique Stanislas. Souci des femmes ? Non. J.-M. Blanquer, à la direction de l'enseignement scolaire de 2009 à 2012, participa à la suppression de dizaines de milliers de postes stables dans l'éducation, très majoritairement occupés par des femmes. Depuis 2017, il poursuit la saignée dans l'enseignement primaire très féminisé et dans les disciplines des lycées professionnel ou général, où les femmes sont légion.

En fait, J.-M. Blanquer, ex-patron de l'Essec, un temps recteur, aime l'ordre, le contrôle, la hiérarchie et les économies budgétaires. Les enseignants sont sous-payés, les postes ouverts aux concours réduits, mais en dix ans, le personnel d'enseignement précaire (en CDD, renouvelable six fois) a doublé. Et les inspections des enseignants deviennent des réquisitoires : la liberté pédagogique, l'autonomie des enseignants, est de moins en moins tolérée. Une directrice d'école, absolument

dévouée, croule sous la charge de travail maintenant imposée, et se suicide. Nulle compassion mais par contre, en réponse, le ministre envisage que les directeurs dans le primaire deviennent les supérieurs hiérarchiques de leurs pairs, professeurs des écoles. Tout est dit.

J.-M. Blanquer n'a qu'une obsession : dociliser. Les rapports de pouvoir, d'exploitation ne doivent plus être questionnés. L'école doit produire une main-d'œuvre docile. En lycée professionnel, nombre d'heures de lettres et d'histoire ont été supprimées. Les jeunes des classes populaires sont, de la sorte, privés du droit d'accéder à la « science de leur malheur ». En lycée général, les sciences économiques et sociales, comme l'observe le Manuel indocile de sciences sociales, célèbrent maintenant l'entreprise privée, le marché, le « choix rationnel » d'individus soi-disant libres, négociant entre eux à égalité, et sans inégalités sociales préalables. Silence sur l'extorsion de la plus-value, les profits, la reproduction sociale. Exit les comparaisons ethnologiques montrant que d'autres mondes sont possibles. Rien sur les ségrégations urbaines et si peu sur le chômage, la précarité, qui structurent pourtant les rapports à l'emploi des moins dotés, et singulièrement des femmes et des jeunes.

On l'a compris, J.-M. Blanquer et son monde n'aiment ni l'école publique, ni ses valeurs, ni celles et ceux qui les font vivre. Ce ministre répand la défiance, la discorde dans l'institution scolaire. Formé par et pour les grands intérêts privés, venu de l'Institut Montaigne financé par AXA, il fait carrière contre le service public, divise, stigmatise, précarise, vide l'Éducation nationale de sa raison d'être. Dans la guerre du privé menée contre l'école, il est ce général au service de l'ennemi qui décourage et décime ses propres troupes.

Le monde de l'école n'en peut plus. Le monde de l'école n'en veut plus. Discrédité par ses propos et ses actes, J.-M. Blanquer doit partir.

Premières et premiers signataires :

Christian Baudelot, sociologue, Eric Berr, économiste, Jacques Bidet, philosophe, Philippe Boursier, professeur de sciences économiques et sociales, Philippe Chailan, professeur de lettres modernes, Alexis Cukier, philosophe, Clément Cordier, professeur de sciences économiques et sociales, Pascal Binet, professeur de sciences économiques et sociales, Christine Delphy, sociologue, Mathias Delori, sociologue, Clara Da Silva, professeure de philosophie, Christian de Montlibert, sociologue, Marianne Fischman, professeure de sciences économiques et sociales, Isabelle Garo, professeure de philosophie, Anthony Geffrault, professeur de sciences économiques et sociales, Jean-Marie Harribey, économiste, Rose-Marie Lagrave, sociologue, Dany Lang, économiste, Olivier Lecour Grandmaison, historien, Alain Leveneur, professeur de mathématiques, François Lopez, professeur de lettres-histoire, Frédéric Lordon, philosophe, Jean Malifaud, mathématicien, Morgan Marc, professeur d'histoire-géographie, Gérard Mauger, sociologue, Gérard Moreau, secrétaire général d'académie honoraire, Ugo Palheta, sociologue, Irène Pereira, philosophe, Willy Pelletier, sociologue, Fondation Copernic, Louis Pinto, sociologue, Dominique Plihon, économiste, Bernard Pudal, politiste, Régis Roussillon, professeur de sciences économiques et sociales, Nadia Taïbi, professeure de philosophie, Christian Topalov, historien, Sandrine Troquet, professeure de mathématiques

Voir en ligne : [Pour signer](#)

P.-S.

•

https://www.change.org/p/enseignants-blanquer-doit-partir?recruiter=1010847616&utm_source=share_petition&utm_medium=copylink&utm_campaign=share_petition